



**Décision n° CODEP-LIL-2018-039842 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 1er août 2018 autorisant Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier temporairement les règles générales d’exploitation de l’installation nucléaire de base n° 122 située dans la commune de Gravelines (Nord)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L.593-15 ;

Vu le décret du 18 décembre 1981 modifié autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Gravelines dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier MT-RGE/AT/Tr6/2018-06 du 3 juillet 2018 ;

Considérant que, par courrier du 3 juillet 2018 susvisé, EDF-SA a déposé une demande d’autorisation de modification des règles générales d’exploitation du réacteur n° 6 de la centrale nucléaire de Gravelines portant sur la réalisation d’un essai nécessitant de générer l’événement RCP 6 dans l’état d’exploitation « arrêt normal sur générateurs de vapeur », par arrêt simultané des trois groupes motopompes primaires ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

EDF-SA ci-après dénommée "l’exploitant", est autorisée à modifier temporairement les règles générales d’exploitation de l’installation nucléaire de base n° 122 dans les conditions prévues par sa demande du 3 juillet 2018 susvisée.

## **Article 2**

La modification autorisée par la présente décision n'est valable que lors de l'arrêt programmé en 2018 pour maintenance et renouvellement du combustible du réacteur n° 6.

## **Article 3**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

## **Article 4**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF-SA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Lille, le 1<sup>er</sup> aout 2018

P/Le Président de l'ASN et par délégation,  
Le Chef de la Division,

*Signé par*

Rémy ZMYSLONY